

**Point de presse de la porte-parole -  
Union européenne - Consultations  
citoyennes, déplacement de Mme  
Nathalie Loiseau dans le  
Maine-et-Loire/Moyens du  
ministère de l'Europe et des affaires  
étrangères/Liban  
(Paris, 11 juin 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Union européenne - Consultations citoyennes, déplacement de Mme Nathalie Loiseau dans le Maine-et-Loire (11 juin 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend aujourd'hui à Angers à l'invitation du maire de la ville, M. Christophe Béchu.

Elle y rencontrera les acteurs de la filière végétale et la direction de l'Office communautaire de variété végétale (OCVV), agence de l'Union européenne basée à Angers dont la mission est de gérer le régime européen de protection des obtentions végétales et de soutenir la création d'espèces végétales. Le régime européen de protection des obtentions végétales est l'un des systèmes du genre le plus élaborés.

A Angers, la ministre participera également à deux consultations citoyennes sur l'Europe, l'une au lycée international et européen Sainte Agnès autour du thème "Quelle est votre Europe ?" et l'autre organisée par la Chambre de commerce et d'industrie de Maine-et-Loire avec des acteurs économiques du territoire, chefs d'entreprises et salariés, qui présenteront à la ministre la restitution d'ateliers thématiques sur les politiques européennes.

2 - Moyens du ministère de l'Europe et des affaires étrangères

Q - Est-il vrai, comme l'indiquait hier le Journal du dimanche, que le Quai d'Orsay s'apprête à acheter un bâtiment de 83 millions d'euros à Paris et un palais de 1250 m<sup>2</sup> pour 13 personnes à Edimbourg ?

R - Depuis 2006, les projets immobiliers du ministère sont exclusivement financés par le produit des cessions réalisées sur son parc immobilier à l'étranger. Ces cessions ont été mises également à contribution pour réduire l'endettement de l'Etat à hauteur de 207 millions d'euros entre 2014 et 2017. C'est dans ce contexte que le Ministère des Affaires étrangères a développé une gestion immobilière particulièrement rigoureuse.

À cet égard, nous n'avons aucun projet d'acquisition d'un bâtiment supplémentaire à Paris pour le ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Au contraire, notre politique constante depuis dix ans vise à concentrer les personnels sur deux sites parisiens, le Quai d'Orsay et le site de la Convention, ce qui constitue une mesure de bonne gestion. A cette fin, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a décidé en 2015 de libérer les espaces qu'il occupe à l'Îlot Saint-Germain et rue Oudinot et de rapatrier les personnels concernés au Quai d'Orsay. Cela nécessite bien évidemment des travaux qui vont nous conduire à densifier le site du Quai d'Orsay en y construisant un bâtiment supplémentaire accueillant 300 postes de travail supplémentaires.

S'agissant de notre implantation à Edimbourg, il ne s'agit pas "d'acheter un palais pour treize personnes" mais de relocaliser le Consulat général et l'Institut français dans un même bâtiment pour un coût total de 4 millions d'euros. Sur les 1250 mètres carrés inclus dans ce projet, les bureaux occupent 152 mètres carrés, le reste étant dédié à l'accueil du public et à l'enseignement de la langue française. L'acquisition et les travaux d'aménagement ont été financés exclusivement sur le produit de la vente (5 millions d'euros) de trois bâtiments vétustes et surdimensionnés que possédait le ministère de l'Europe et des affaires étrangères à Edimbourg. Il en est résulté un bénéfice net d'un million d'euros.

D'une manière générale, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères contribue pleinement à la réduction de la dépense publique. Son budget porte sur moins d'un pourcent du budget de l'Etat et ses effectifs totaux (France et étranger) s'élèvent à 13 550 agents. Le ministère a notamment réduit ses effectifs de 17% au cours des dix dernières années (2007-2017).

### 3 - Liban

Q - Que pensez-vous des annonces de Gebran Bassil concernant le refus d'attribuer des permis de séjour aux agents du HCR?

R - Fermement attachée à la stabilité du Liban et à la préservation de ses équilibres, la France forme le souhait que les réfugiés syriens puissent rentrer dans leur pays et y vivre en sécurité et dans la dignité.

Dans ce contexte, elle appelle les parties en présence en Syrie à oeuvrer de concert pour une solution politique et condamne fermement l'adoption par le régime syrien de la loi n°10 relative à l'expropriation qui empêche le retour des réfugiés.

Dans l'attente que les conditions pour un retour global soient réunies, la France continuera d'appuyer les efforts de la communauté internationale, qui se tient aux côtés du Liban face à la crise humanitaire.

C'est dans cet esprit que nous avons annoncé à l'occasion de la conférence de Bruxelles II le 25

avril dernier que l'effort français en faveur du peuple syrien et des communautés hôtes s'élèverait pour les années 2018-2020 à plus d'un milliard d'euros. La France renouvelle son soutien aux Nations unies et, en particulier, au Haut-commissariat pour les réfugiés, dans la conduite de leurs missions au Liban./.